

Reportage photo du 1er au 12 janvier

Les actions pour exiger un *cessez-le-feu* *immédiat* continuent de se multiplier



Sanaa, Yémen, 12 janvier

CANADA

Ottawa

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées pour la 13^e fin de semaine consécutive pour la marche pour Gaza le dimanche 7 janvier sur la Colline du Parlement, 92^e journée d'agression brutale et de génocide contre le peuple palestinien.

Avant la marche, un médecin et pédiatre palestino-canadien a dit quelques mots sur son expérience récente à Gaza, où son père et d'autres membres de la famille ont été tués. Son père, né à Gaza en 1945, quelques années avant la Nakba, a été forcé de quitter sa terre et de passer son enfance dans un camp de réfugiés, sans éducation adéquate ni accès à un système de santé. Lorsqu'il a rendu visite à son père, la famille a été forcée de quitter sa maison qui avait été ciblée et fut attaquée. Ils ont fait le trajet à pied du nord au sud de Gaza, sous les tirs et dans les conditions les plus terribles. Le souvenir de son père est celui d'un homme de 80 ans qui est devant lui, pleurant et disant qu'il avait commencé sa vie dans un camp de réfugiés et que, une fois de plus, il a été forcé de quitter sa maison, quelque chose qu'il a dû faire tout au long de sa vie pour défendre sa dignité.

Les organisateurs ont appelé tout le monde à continuer de parler de la Palestine et à faire tout en leur possible pour arrêter le génocide le plus tôt possible. Ils ont souligné que l'État terroriste d'Israël a étendu ses attaques au Liban et en Syrie, et que si l'on ne l'arrêtait pas, il allait continuer sur cette voie destructrice. Ils ont appelé tout le monde à intensifier la lutte jusqu'à ce qu'Israël se retrouve devant la Cour internationale de Justice pour ses crimes contre l'humanité et que Netanyahu se retrouve derrière les barreaux.

La Ville d'Ottawa tente d'écraser le juste appui à la Palestine

À commencer par la manifestation du 23 décembre 2023 « Pas de Noël comme d'habitude » et jusqu'à l'action le 7 janvier en solidarité avec le peuple palestinien, la Ville d'Ottawa émet des constats d'infraction de 490 dollars aux participants parlant avec des mégaphones ou des microphones.

Il est clair pour tout le monde, en particulier pour les militants de longue date, qu'il s'agit d'un acte sans précédent et ouvertement politique de la part de la ville qui cible les personnes qui appuient la Palestine. L'une des principales revendications présentées durant les manifestations est un cessez-le-feu immédiat à Gaza, ce que le conseil municipal et le maire d'Ottawa refusent d'appuyer, contrairement à d'autres municipalités au pays. Les appels à annuler les contraventions sont nombreux.

Dans une déclaration après la manifestation du 23 décembre, le Mouvement de la jeunesse palestinienne et Labour for Palestine ont dit :

« Les agents municipaux et la police d'Ottawa ont eu recours à un règlement municipal obscur afin de tenter de nous réduire au silence et de nous intimider. En dépit du fait que nous en sommes à dix semaines de manifestations et que nous utilisons toujours le même système de sonorisation, des agents d'application des règlements municipaux d'Ottawa ont servi des constats d'infraction à des organisateurs et des membres de la communauté qui se servaient du système de sonorisation ou de mégaphones lors de notre manifestation 'Pas de Noël comme d'habitude' le 23 décembre. Malgré tout, nous avons continué de marcher et de scander des slogans, refusant d'être réduits au silence. Nous, ainsi que plusieurs organisations et alliés, allons contester cette répression. »

Lors de la manifestation du 30 décembre 2023, des constats d'infraction totalisant près de 4 500 dollars ont été distribués aux organisateurs et aux participants.

L'Association des Canadiens d'origine palestinienne et arabe a publié le communiqué suivant le 27 décembre 2023 :

« L'Association des Canadiens d'origine arabo-palestinienne (APAC) s'oppose fermement à la décision de la Ville d'Ottawa de servir des constats d'infraction aux manifestants ayant des mégaphones lors de la manifestation du 23 décembre et appelle la ville à annuler ces contraventions.

« Des dizaines de milliers de Canadiens se sont rassemblés au cours de dix semaines consécutives à Ottawa pour exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien et pour demander que notre gouvernement exige un cessez-le-feu permanent et que cesse le blocus contre Gaza.

« Depuis bientôt trois mois, Israël mène la guerre contre le peuple palestinien, et nos appels à un cessez-le-feu sont plus urgents que jamais. Israël continue de tuer des enfants au rythme d'un enfant à chaque dix minutes. Le taux de mortalité a dépassé 20 000 Palestiniens tués par Israël et rien n'indique que ce génocide finira de sitôt.

« Selon les organisations des droits humains les plus réputées au monde et les Nations unies, la situation humanitaire est catastrophique et devient plus dramatique à chaque instant alors que les Palestiniens n'ont pas accès à la nourriture, l'eau potable, des fournitures médicales et les nécessités de base.



« Dans ce contexte, l'APAC renouvelle son engagement à manifester de façon pacifique et à continuer d'exercer la pression sur nos élus par tous les moyens légaux. Nous ne nous laissons pas décourager par les efforts de la Ville d'Ottawa de réduire au silence nos appels à un cessez-le-feu et au respect pour les droits humains en servant ces constats d'infraction.

« Nous sommes profondément préoccupés par l'application sélective de ce règlement sur le bruit par la Ville d'Ottawa. L'APAC et ses nombreux alliés exercent leur droit de se rassembler de façon pacifique depuis dix semaines consécutives maintenant et en utilisant des mégaphones et des microphones. La Ville n'a pas eu recours à ce règlement aux manifestations antérieures. Cette nouvelle approche nous laisse perplexes. La Ville ne nous a pas avisé du changement et n'a offert aucune explication depuis ce temps.

« Quel que soit le motif de la ville, l'APAC s'oppose avec fermeté à toute décision cherchant à empêcher l'utilisation de microphones ou de mégaphones lors de nos manifestations pour demander à notre gouvernement qu'il exige un cessez-le-feu, puisque sans elles notre capacité de communiquer avec les manifestants est amoindrie.

« La politique de deux poids, deux mesures est évidente alors que la ville d'Ottawa, sous la direction du maire Mark Sutcliffe, a choisi d'illuminer l'Hôtel de Ville en bleu et blanc suite à la mort de près de 1 200 Israéliens le 7 octobre, mais a refusé de le faire pour les Palestiniens, même si le nombre de Palestiniens qui ont été tués brutalement depuis le 7 octobre est 20 fois plus élevé.

« Il est tout à fait honteux que la Ville d'Ottawa choisisse de faire taire les manifestants appelant à un cessez-le-feu et exigeant le respect des droits humains alors que des experts de l'ONU mettent le monde en garde contre un génocide qui se déroule présentement sous nos yeux.

« Nous appelons la Ville d'Ottawa à annuler ces contraventions et à arrêter d'appliquer ce règlement sur le bruit. »



Iqualuit



6 janvier à l'assemblée législative

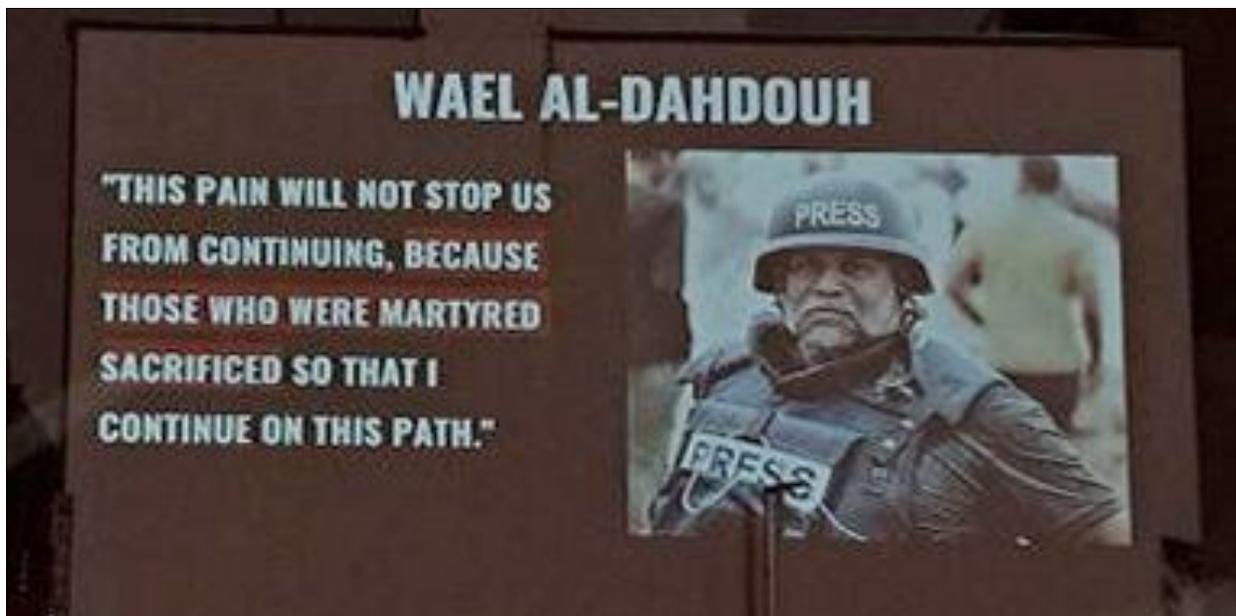
Halifax

Près de 100 personnes se sont rassemblées pour exprimer leur appui au peuple palestinien. Parmi les orateurs, il y avait un représentant des Voix juives indépendantes et plusieurs Micmacs qui ont chanté la « chanson de la femme forte » et fait une cérémonie de reconnaissance du territoire.



Montréal

Des centaines de personnes se sont rassemblées dans le Vieux-Montréal le soir du 9 janvier pour rendre hommage à plus de 110 journalistes, pour la plupart palestiniens, qui ont été pris pour cible depuis le 7 octobre et assassinés pour avoir dénoncé, par leurs reportages, le génocide orchestré par Israël contre la population de Gaza et le peuple palestinien dans son ensemble.



Comme l'a dit une jeune femme du Mouvement de la jeunesse palestinienne (PYM) dans son discours d'introduction, « l'engagement des journalistes assassinés en faveur de la vérité, de la justice et de la libération est une source d'inspiration pour notre mouvement et pour le monde

entier. Face à l'avalanche de nouvelles sur le génocide à Gaza, aux rapports incessants sur les déplacements, l'anéantissement et, bien sûr, la mort, il est facile pour nous de nous sentir submergés par le désespoir et l'impuissance. Mais aujourd'hui, plus que jamais, nos actions doivent rester résolues. En tant que peuple, nous devons rester inébranlables dans notre engagement en faveur de la libération de la Palestine, en particulier pour que le sang versé et les sacrifices consentis par nos frères et soeurs ne soient pas en vain et qu'ils ne soient jamais oubliés. » Elle a ajouté : « Si vous êtes peut-être nouveau au mouvement et que vous commencez seulement à apprendre l'histoire de l'occupation, ce que vous ne savez peut-être pas, c'est que le régime sioniste utilise cette tactique barbare depuis bien avant le début de l'assaut sur Gaza en 2023.

« Shareen Abu Akleh, journaliste émérite d'*Al Jazeera* et très connue des Arabes, a été tuée en plein jour par les forces d'occupation israéliennes alors qu'elle portait un gilet bleu visible sur lequel le mot 'PRESS' était très clairement et largement inscrit. L'année précédente, Israël avait mené un raid aérien sur un édifice à Gaza, qui abritait plusieurs bureaux de médias, dont [...] *Al Jazeera*. En 2018, Yasir Murtaza, un photjournaliste de Gaza, a été abattu par un sniper israélien. Son crime était d'avoir photographié des manifestations qui se déroulaient à la frontière sud de Gaza. Comme Shareen Abu Akleh, il portait une veste ainsi qu'un casque, tous deux l'identifiant comme un membre de la presse. Les exemples que je vous ai donnés ici ne représentent qu'une petite partie des journalistes qu'Israël a stratégiquement pris pour cible depuis 1948.



« Les journalistes palestiniens offrent une fenêtre sur un monde qui est autrement isolé de nous, à la fois métaphoriquement et littéralement isolé de nous, de sorte que nous pouvons comprendre pourquoi Israël prend délibérément ces journalistes pour cible. Leur existence et leurs récits ébranlent les fondements mêmes du récit sioniste. Alors que les journalistes palestiniens risquent leur vie chaque jour pour montrer au monde la brutalité de la campagne génocidaire d'Israël, les réseaux d'information canadiens sont honteusement complices. Le langage utilisé par les médias canadiens minimise grossièrement les crimes de guerre commis par Israël, ce qui, en fin de compte, déshumanise encore plus les Palestiniens. Ces réseaux ont à plusieurs reprises choisi de ne pas rendre compte des horreurs et de la violence auxquelles est confronté le peuple palestinien.

« Pour eux, il ne s'agit pas de demander des comptes à l'État sioniste pour ses crimes contre l'humanité. Pour cela, les journalistes palestiniens ont payé le prix ultime. Ce soir, nous sommes donc ici pour rendre hommage à ceux qui ont été tués depuis le 7 octobre pour leur courage, leur intrépidité et leur engagement inébranlable à montrer au monde le vrai visage d'Israël. Mais surtout, nous sommes ici pour nous inspirer de leur courage afin d'être encore plus dévoués au mouvement et de continuer à porter le flambeau en leur honneur, où que nous soyons. »



Ellen Gabriel, une défenderesse de la terre haoudosonee de Kahnasatake, est ensuite venue s'adresser à la foule rassemblée pour la vigile. Elle a notamment déclaré que « les crimes que nous voyons se produire de notre vivant sont scandaleux. Comme l'a dit l'avocat sud-africain aujourd'hui, l'échelle et l'ampleur de la destruction et du génocide que nous voyons se produire à Gaza sont sans précédent. Ces derniers temps, j'ai vu l'appel lancé au Canada pour qu'il soutienne la plainte de l'Afrique du Sud contre Israël pour génocide. Je dis à Justin Trudeau et à Mark Miller, qui était ministre des Affaires indiennes, que le Canada a une longue histoire de génocide contre les peuples autochtones. Il est temps que le Canada cesse d'être complice d'un génocide, qu'il se range du bon côté et qu'il mette fin à un génocide. Le Canada a les moyens de faire pression sur les gouvernements des autres pays ». Elle a ajouté que « l'Afrique du Sud n'aurait pas pu faire ce qu'elle fait sans les courageux journalistes de Gaza ».

Une jeune femme, porte-parole du PYM, est venue s'adresser à la foule : « Cette fin de semaine nous aurons officiellement atteint 100 jours de génocide. Et cela me ramène aux deux premières semaines d'octobre, lorsque le monde entier s'est mobilisé. Enragés, désemparés, les yeux rivés sur nos écrans, incapables de comprendre l'ampleur de la violence et des effusions de sang dont nous étions les témoins. Et nous ne pouvions pas imaginer que cela durerait aussi longtemps qu'au cours de ces 100 jours. Nous avons également appris ce que signifie être un héros. Nous avons vu des journalistes comme Wael al-Dahdouh apprendre que sa femme et ses enfants ont été tués lors d'une frappe aérienne israélienne ciblée, en direct à l'antenne, et rester ferme et inébranlable. Nous l'avons vu perdre presque tous ses enfants, ses petits-enfants. Nous l'avons vu rendre compte de la destruction de son pays avec une constance qui n'est possible qu'avec la certitude de ses convictions et la conviction que son pays et son peuple seront libérés.

« Nous ne sommes pas seulement ici pour pleurer. Nous sommes ici parce que nos martyrs nous encouragent à être plus courageux. Ils nous incitent à faire de plus grands sacrifices pour le mouvement, pour garantir que tant que nous serons témoins de ces atrocités, nous ne serons pas simplement des spectateurs passifs de l'histoire, mais nous serons des agents actifs de l'histoire, et nous nous mobiliserons contre ceux qui sont responsables de ces crimes de guerre.

« Dans l'histoire de notre lutte, les funérailles n'ont jamais été qu'un événement morbide. Elles n'ont jamais été un simple lieu où nous pleurons ceux que nous avons perdus. Elles ont toujours été plus que cela. Nos funérailles sont aussi des moments de révolution. Lorsqu'un héros devient un martyr, des milliers de personnes descendent dans la rue pour protester. Lorsqu'un héros est martyrisé, des milliers de personnes ordinaires se lèvent pour devenir elles aussi des héros. Lors des funérailles de Shireen Abu Akleh, des milliers de personnes sont descendues dans la rue. Et nous devons perpétuer cet héritage [...].

« Même si nous nous rassemblons pour nous souvenir de ceux que nous avons perdus, nous

sommes aussi ici pour envoyer un message à l'occupation. Nous avons quelque chose qu'aucun de vos chars d'assaut et missiles sophistiqués ne pourra jamais vaincre. Nous avons une cause juste pour laquelle nous sommes prêts à nous sacrifier, à nous battre et à mourir. Et les enfants que vous avez rendus orphelins grandiront pour affronter l'occupation. Les mères que vous avez rendues veuves inculqueront une culture du sacrifice dans leurs foyers. Les pères qui ont vu leur lignée détruite reconstruiront le pays. Et nous, le mouvement de la diaspora, les gens que vous pensiez pouvoir disperser à travers le monde, nous sommes dans le ventre de la bête et nous frapperons là où cela fait le plus mal.

« Ce génocide nous a tous changés et a changé le monde entier avec lui. Et c'est tant mieux. Ce génocide restera à jamais une tache dans les archives historiques du monde. En tant que personnes conscientes, notre ressentiment sincère à l'égard de l'impérialisme ne peut que croître. Et notre amour sincère pour les gens, pour le bien, pour la justice, doit être nourri. Et cela ne se fera que par le biais des communautés, du sacrifice et de l'organisation. Nous sommes peut-être contre un empire qui semble indestructible, immoral et inébranlable. Mais l'empire se heurte à un peuple, non seulement en Palestine, mais dans le monde entier, qui n'abandonnera jamais la lutte pour la libération. Et ce que le courageux peuple de Gaza nous a appris, c'est que même sous un blocus terrestre, maritime ou aérien, même dans les conditions les plus difficiles, même la plus grande prison à ciel ouvert du monde peut être brisée.

« Nous avons vu ce que les politiciens les plus puissants ont fait de ce monde. Mais surtout, les habitants de Gaza nous ont donné la possibilité de ne pas seulement imaginer un monde où ces dirigeants seraient tenus de rendre des comptes. Ils nous ont donné le courage nécessaire pour nous battre pour ce monde. Et je sais que nous nous battons ensemble pour ce monde juste, jusqu'à la libération et au retour. »

Des étudiantes journalistes du *McGill Daily* de l'Université McGill sont ensuite venues s'adresser à la foule. Elles ont mentionné le fait que cibler des journalistes est un crime de guerre, et qu'il est inacceptable qu'Israël, soutenu par les États-Unis et le Canada, ait été autorisé à le faire avec une telle impunité pendant 75 ans et depuis presque 100 jours [depuis le début du bombardement actuel de Gaza]. Le gouvernement canadien et l'Université McGill sont complices de cette situation. Elles ont dit : « Nous appelons les dirigeants des gouvernements et des institutions à condamner l'assassinat de journalistes et à prendre des mesures concrètes pour tenir Israël pour responsable, par exemple en appelant à un cessez-le-feu immédiat, en imposant un embargo sur les armes à Israël et en soutenant la plainte pour génocide déposée par l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de justice. Quant à l'Université McGill, en tant qu'étudiants, nous exigeons qu'elle condamne ce génocide et qu'elle se désinvestisse et coupe les liens avec toutes les entreprises et les donateurs qui sont également complices de ces atrocités. »



Pendant toute la durée de la vigile, une jeune femme palestinienne lisait à différents intervalles les noms des plus de 110 journalistes ciblés et tués par les forces militaires israéliennes depuis le 7 octobre, tandis que leurs noms étaient projetés sur le mur d'un bâtiment adjacent à l'endroit où la

foule était rassemblée. À la lecture de chaque nom de journaliste, les gens étaient invités à répéter le nom. La vigile s'est terminée par un appel à participer à la marche hebdomadaire du 14 janvier en soutien à la Palestine, qui marquera également les 100 jours du génocide israélien contre la population de Gaza.



Vigile du 9 janvier



6 janvier

Toronto

Le 4 janvier, près de 200 personnes se sont rassemblées devant Union Station pour intensifier les appels au gouvernement canadien de défendre la justice pour les Palestiniens, d'oeuvrer à un cessez-le-feu et de mettre fin à tout financement du régime sioniste israélien. Pendant deux heures, des gens ont scandé des slogans condamnant les attaques génocidaires israéliennes contre les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie et condamnant les États-Unis et les dirigeants canadiens, qui appuient les crimes d'Israël.

Plusieurs passants se sont joints à la manifestation ou ont pris une déclaration des organisateurs expliquant le pourquoi de leur action. « Nous sommes une coalition de Juifs et nous exigeons un cessez-le-feu à Gaza, que cesse l'apartheid israélien et que le Canada cesse d'armer Israël par le biais de son commerce militaire. [...] Nous rejetons le fait que le sionisme et le judaïsme soient

confondus. Nous refusons les discours racistes anti-Palestiniens déshumanisants qui ont pour but de justifier la violence, et nous nous opposons au mythe de l' 'autodéfense' promu par Israël. Nous exigeons une Palestine libre. »

Les organisateurs ont appelé tout le monde à intensifier les actions au Canada en soutien à la résistance palestinienne et à continuer à faire pression sur le gouvernement Trudeau pour qu'il cesse d'armer Israël et exige un cessez-le-feu MAINTENANT !

Les 6 et 7 janvier, des gens de la région du Grand Toronto ont organisé de multiples actions en appui à la lutte du peuple palestinien pour mettre fin au siège de Gaza et à l'occupation. Le 6 janvier, sur plus de 20 viaducs traversant les plus grandes autoroutes de la ville et des régions avoisinantes, des manifestants ont brandi des drapeaux, des bannières et des pancartes que les automobilistes pouvaient bien voir au passage. Des centaines d'entre eux ont montré leur appui en faisant clignoter leurs phares, en klaxonnant, en levant le poing ou en faisant le symbole de la paix.

Le 7 janvier, des milliers de personnes se sont rassemblées à Union Station à Toronto et ont marché vers l'hôtel de ville, scandant des slogans et arrêtant à plusieurs endroits pour entendre des discours. Orateur après orateur ont appelé à augmenter la pression sur le premier ministre Trudeau, les ministres du cabinet et leurs députés pour exiger que le Canada demande un cessez-le-feu immédiat à Gaza et soutienne la démarche de l'Afrique du Sud à la Cour internationale de justice.

Plusieurs orateurs ont relaté les conditions à Gaza, de l'assaut ininterrompu des forces armées israéliennes, de l'héroïsme des médecins, des infirmières, des ambulanciers, des journalistes et des travailleurs humanitaires et de la résilience et de la détermination du peuple palestinien. Un médecin, membre d'une équipe de six médecins canadiens et américains qui est depuis peu de retour de Gaza, a salué l'héroïsme des médecins et du personnel médical palestiniens à Gaza, qui après avoir perdu leur maison et leurs êtres chers sont restés dans les hôpitaux pour soigner les patients. Il a dit que la moitié des patients qu'il avait soignés dans un hôpital à Khan Younis étaient des enfants et que plusieurs patients meurent par manque de fournitures médicales. Il a transmis un message de reconnaissance de la part de la population de Gaza pour l'appui reçu au Canada et aux États-Unis à sa lutte pour la liberté et a exhorté tout le monde présent à augmenter la pression sur les élus canadiens par le biais d'appels téléphoniques, de courriels, de pétitions et de réunions pour qu'ils appuient un cessez-le-feu.





4 janvier



6 janvier sur les viaducs





7 janvier

London



3 janvier

Windsor





6 janvier

Saskatoon



7 janvier

Edmonton





7 janvier

Langley





7 janvier

Vancouver





6 janvier

Duncan



6 janvier

Nanaimo



4 janvier





6 janvier

Courtenay



6 janvier

ÉTATS-UNIS

New York



7 janvier



8 janvier, actions pour fermer les ponts et tunnels

Washington, DC



12 janvier, suite aux attentats anglo-américains au Yémen

Raleigh, Caroline du Nord



8 janvier

Atlanta, Géorgie



1er janvier

Milwaukee, Wisconsin



2 janvier



9 janvier

Chicago, Illinois





1er janvier

Colorado Springs, Colorado





2 janvier

Seattle, Washington



8 janvier

Sacramento, Californie





Le 4 janvier, manifestation à la législature de l'État

Los Angeles, Californie



6 janvier

EUROPE
Angleterre
Londres (Camden)



6 janvier

Brighton



6 janvier

Southampton



6 janvier

Luton



6 janvier

Wolverhampton



6 janvier

Nottingham



6 janvier

Stoke



7 janvier

Liverpool



7 janvier

Glasgow, Écosse



6 janvier

Derry, Irlande





1er janvier

Oslo, Norvège



6 janvier

Copenhagen, Danmark



7 janvier

Pays-Bas La Haye





11 janvier, à l'extérieur de la Cour internationale de Justice en appui à l'Afrique du Sud

Gorinchem



6 janvier

Allemagne Berlin





6 janvier

Kreuzberg



6 janvier

Münster



6 janvier

Paris, France





6 janvier

Milan, Italie



6 janvier

ASIE
Ramallah, Palestine



10 janvier: Merci à l'Afrique du Sud au parc Nelson Mandela

Sanaa, Yémen





5 janvier



12 janvier

Amman, Jordanie





5 janvier

Manama, Bahreïn



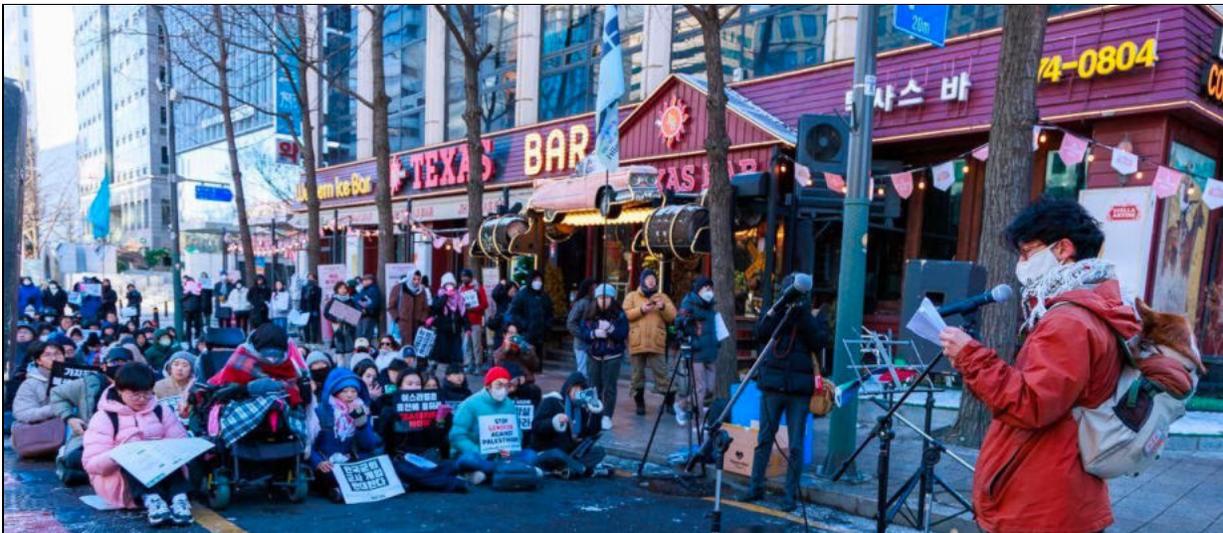
1er janvier

Nizwa, Oman



5 janvier

Séoul, Corée



7 janvier

Tokyo, Japon



2 janvier

AFRIQUE Cap-Occidental, Afrique du Sud



Le 11 janvier, à l'extérieur de la Haute Cour

AMÉRIQUE LATINE Mexico





6 janvier

San Salvador, Salvador





Marathon de cyclistes le 6 janvier

OCÉANIE
Australie
Melbourne



4 janvier



6 janvier



Blocage d'un navire israélien le 8 janvier



Piquetage communautaire à Zim Shipping le 9 janvier



Des kayakistes bloquent le navire israélien *Neptune* le 10 janvier.

Brisbane



Blocage à la société Ferra, exportateur de matériel militaire, le 8 janvier

Perth





7 janvier

Alice Springs



